



Literacy:
Learning for Life.

L'alphabétisation,
Une leçon pour la vie.

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2019

Collège Frontière

Stephen Faul

Président-directeur

général 35, avenue Jackes

Toronto (Ontario) M4T 1E2

Téléphone : 416-923-3591, poste 309

Courriel : sfaul@frontiercollege.ca

Site Web : www.frontiercollege.ca

Liste des recommandations

Recommandation 1

Que le gouvernement fédéral investisse 5 millions de dollars par année pour créer un Secrétariat national à l'alphabétisation afin de compléter les efforts du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE). Ce nouvel organisme jouerait un rôle de premier plan dans l'établissement de normes nationales pour l'alphabétisation des enfants, des jeunes et des adultes – et dans la coordination des efforts intergouvernementaux visant à respecter ces normes – afin de promouvoir et d'incuber un marché du travail plus souple, concurrentiel et prospère au Canada.

Recommandation 2

Que le gouvernement du Canada investisse dans les programmes d'alphabétisation et de compétences essentielles en milieu de travail afin de maximiser l'avantage concurrentiel du Canada en augmentant l'apprentissage en cours d'emploi pour les travailleurs peu spécialisés.

Introduction

Le Collège Frontière est un organisme national d’alphabétisation fondé en 1899, et a comme conviction que l’alphabétisation est un droit. Nous travaillons en collaboration avec près de 500 organismes communautaires partout au Canada pour offrir un soutien ciblé et novateur en littératie et en numératie aux Canadiens les plus vulnérables. L’an dernier, 32 000 enfants, jeunes et adultes ont participé à nos programmes dans plus de 150 collectivités partout au pays.

L’alphabétisation est mesurée sur une échelle de 0 à 5, 5 étant le niveau le plus élevé. Bien que de nombreux Canadiens atteignent des niveaux élevés de littératie et de scolarité, une étude menée en 2013 dans les pays de l’OCDE a révélé qu’environ la moitié des Canadiens (49 %) obtient un score inférieur au niveau 3 et que près d’un Canadien sur cinq (17 %) obtient un score de niveau 1 ou moins¹. Le Canada obtient également des scores inférieurs à la moyenne de l’OCDE en numératie et, à l’extrémité inférieure de l’échelle, 23 % des Canadiens obtiennent un score de niveau 1 ou moins en numératie, 6 % obtenant un score de niveau 1 ou moins². Chez les jeunes de 16 à 24 ans, environ 2 sur 5 (40 %) ont un rendement inférieur en littératie. Chez les Autochtones – le groupe démographique le plus jeune et dont la croissance est la plus rapide au Canada –, 60 % n’ont pas les compétences en littératie requises pour accéder au marché du travail³.

Il y a de nombreux avantages à investir dans la promotion de la littératie et de la numératie au niveau communautaire pour les enfants, les jeunes et les adultes canadiens. Bien que l’éducation de la maternelle à la 12^e année réponde aux exigences obligatoires en matière d’éducation de base au Canada, certaines personnes achèvent leurs études sans maîtriser les compétences de base, et ce, pour une multitude de raisons (p. ex., interruption de l’éducation, troubles d’apprentissage, départ précoce de l’école et manque de soutien à l’apprentissage).

Des niveaux d’alphabétisation plus élevés à l’échelle nationale permettent d’avoir une main-d’œuvre plus productive et plus souple face aux conditions économiques en évolution, tout en aidant plus de gens à faire partie d’une classe moyenne forte et en croissance. L’établissement et l’atteinte de normes plus élevées en matière de littératie favoriseraient une augmentation de la souplesse de la main-d’œuvre canadienne – ce qui faciliterait la formation, le recyclage et le déplacement de la main-d’œuvre qualifiée d’un secteur à un autre et l’adaptation des travailleurs aux changements technologiques –, ce qui accroîtrait considérablement la compétitivité économique du Canada à l’échelle internationale.

Des niveaux plus élevés d’alphabétisation permettraient également de réaliser des économies au pays. Selon certaines estimations, le fait de porter chaque adulte canadien au moins au niveau 3 de littératie se traduirait par des économies annuelles de 542 millions de dollars en

dépenses d'aide sociale, et chaque dollar investi dans l'alphabétisation offrirait un rendement cinq fois plus élevé selon l'augmentation des gains annuels des travailleurs⁴.

De plus, la population est largement en faveur d'un accroissement des investissements dans l'alphabétisation; un sondage mené en 2017 par Environics et le Collège Frontière a révélé que 90 % des Canadiens estiment que l'amélioration des taux d'alphabétisation au Canada améliorera la qualité de vie de tous, et 87 % des Canadiens sont d'avis qu'il faut en faire davantage pour améliorer les taux d'alphabétisation.

« Une alphabétisation plus poussée peut stimuler la réussite économique et financière des individus et l'économie dans son ensemble. Elle peut réduire la pauvreté, améliorer la santé, stimuler l'engagement communautaire et améliorer le niveau de vie. En fait, il est difficile de trouver un seul autre problème unique qui peut entraîner des répercussions aussi importantes sur les particuliers, l'économie et la société⁵. » – Services économiques TD

Les Canadiens ne sont pas tous aussi bien servis par les systèmes d'éducation et de formation officiels. Les personnes dont les compétences sont plus faibles ont besoin d'un soutien communautaire souple et personnalisé en littératie et en numératie. Le Collège Frontière et d'autres organismes d'alphabétisation offrent des programmes qui tiennent compte des obstacles sociaux et économiques, de la stigmatisation, du faible niveau de capacité et de confiance, des liens limités avec la collectivité, du non-respect des conditions préalables, de l'incapacité de respecter les horaires et du besoin de mesures de soutien coordonnées ou globales chez les personnes apprenantes peu alphabétisées.

Notre expérience depuis 1899 a démontré que les interventions d'alphabétisation et de formation aux compétences essentielles ont un impact élevé, sont peu coûteuses et peuvent être adaptées à diverses régions et populations, lorsqu'elles sont offertes par l'entremise de centres et de réseaux communautaires existants.

Recommandations

Lorsqu'il examine comment assurer *la compétitivité du Canada et déterminer les mesures que peut prendre le gouvernement fédéral pour encourager les Canadiens et leurs entreprises à contribuer à l'essor de l'économie dans un contexte économique en mutation*, le Collège Frontière recommande ce qui suit :

Recommandation 1 : Que le gouvernement fédéral investisse 5 millions de dollars par année pour créer un Secrétariat national à l'alphabétisation afin de compléter les efforts du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (BACE). Ce nouvel organisme jouerait un rôle de premier plan dans

l'établissement de normes nationales pour l'alphabétisation des enfants, des jeunes et des adultes – et dans la coordination des efforts intergouvernementaux visant à respecter ces normes – afin de promouvoir et d'incuber un marché du travail plus souple, concurrentiel et prospère au Canada.

Contexte/justification

- Le faible niveau d'alphabétisation est lié à un certain nombre de résultats des politiques publiques qui sont directement liés à la productivité de la main-d'œuvre :
 - Le revenu du ménage des personnes ayant un niveau de littératie de 4 ou 5 est 70 % plus élevé que celui des personnes de niveau 1 ou moins et 33 % plus élevé que celui des personnes ayant un niveau de littératie de 2⁶.
 - 65 % des personnes qui entrent dans les établissements correctionnels ont moins d'une 8^e année ou un niveau de littératie inférieur.
 - Chaque dollar affecté aux programmes de formation professionnelle et de base pour les délinquants produit un rendement de 200 à 300 % du capital investi⁷.
 - Les personnes peu alphabétisées sont généralement de 1,5 à 3 fois plus susceptibles de présenter des résultats négatifs sur le plan de la santé que les personnes qui ont un niveau d'alphabétisation plus élevé, tandis que les personnes plus alphabétisées sont plus susceptibles de participer à des pratiques de dépistage et de prévention de la maladie et sont moins susceptibles d'être hospitalisées⁸.
- Les niveaux de compétences peu élevés constituent un obstacle à l'accès aux possibilités d'éducation et de formation formelles. Étant donné que le faible niveau de littératie est corrélé à de nombreux autres problèmes – c.-à-d. pauvreté, instabilité en matière de logement, mauvaise santé, démêlés avec la justice et isolement –, les Canadiens qui doivent améliorer leur niveau de littératie sont moins susceptibles d'avoir accès à des programmes formels d'acquisition de compétences et de formation que les apprenants hautement qualifiés. Ainsi, une partie importante de la population est exclue des programmes de soutien existants.

Modèle de soutien

- Établir un organisme national avec les ministères fédéraux concernés et des représentants d'organisations provinciales, territoriales et non gouvernementales, en s'appuyant sur les ententes fédérales, provinciales et territoriales actuelles en matière de santé, d'éducation et de développement du marché du travail.
 - Le mandat de cet organisme national devrait être de fournir une orientation et de rendre compte d'une approche horizontale visant à améliorer les niveaux de littératie et de numératie au Canada.

- Ce mandat comprendrait la détermination ou l'élaboration, au besoin, de cibles et d'outils pour atteindre les résultats escomptés.
- Le cadre de rendement devrait être harmonisé avec les exercices internationaux d'évaluation de l'alphabétisation et des compétences, comme le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) et le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).
- Intégrer les coûts du soutien à la littératie et à la numératie de base dans des initiatives fédérales de premier plan, y compris la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté élaborée par le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, et le Centre des Compétences futures et le Conseil des Compétences futures dirigés par le ministre de l'Emploi et du Développement social du Canada.
- En élaborant une approche horizontale nationale, consulter les intervenants communautaires qui représentent les groupes les plus susceptibles de connaître la pauvreté et une faible alphabétisation. Ceux-ci comprennent les immigrants récents, les Autochtones, les personnes handicapées, les chefs de famille monoparentale, les personnes âgées et les détenus^{9,10};
- Tenir compte des besoins et des atouts des collectivités rurales/éloignées, des collectivités dans les réserves et des collectivités mal desservies, où les conditions et les défis uniques ont une incidence sur la conception efficace des programmes.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada investisse dans les programmes d'alphabétisation et de compétences essentielles en milieu de travail afin de maximiser l'avantage concurrentiel du Canada en augmentant l'apprentissage en cours d'emploi pour les travailleurs peu spécialisés.

Contexte/justification

- Dans son document de travail de 2016 intitulé *Vers une stratégie de réduction de la pauvreté*, le gouvernement du Canada reconnaît que « La formation continue et le perfectionnement des compétences sont donc de plus en plus importants pour aider les Canadiens à s'adapter à l'évolution rapide du marché. Toutefois, le taux de participation des adultes canadiens aux études et à la formation s'approche de la moyenne établie pour les pays pairs. De plus, les taux d'éducation et de formation des adultes sont beaucoup moins élevés chez ceux dont le niveau d'alphabétisation est faible¹¹. »
- Bon nombre de ceux qui ont de faibles compétences en lecture, en écriture et en mathématiques font partie de la population active, mais ont peu de possibilités

d'avancement. Ils peuvent aussi être parmi les « derniers embauchés, les premiers congédiés » en période de ralentissement économique.

- Certaines personnes peu alphabétisées ont également des diplômes postsecondaires. Chez les adultes ayant un diplôme collégial, la rémunération moyenne est de 37 000 \$ pour les adultes ayant un niveau de littératie 2, comparativement à 50 000 \$ pour les adultes ayant un niveau de littératie 4 ou 5¹².
- La recherche confirme les avantages des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes pour la compétitivité économique^{13,14}.
 - L'UNESCO soutient que les programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes signifient que « les taux d'activité économique sont plus élevés. Il y a plus de gens sur le marché du travail qui sont prêts et capables de travailler plus longtemps. Les recettes fiscales sont plus élevées. Le marché du travail fonctionne mieux, car plus de travailleurs peuvent changer de profession. Les niveaux d'entrepreneuriat sont plus élevés¹⁵. »
 - La recherche sur le rendement des investissements dans la formation en alphabétisation et acquisition des compétences essentielles en milieu de travail confirme les nombreux avantages de la mise en œuvre de tels programmes de formation, à savoir que « les gouvernements tirent des gains sur le plan de l'augmentation des revenus, des impôts sur les sociétés et des taxes de vente, ainsi qu'une légère réduction des transferts de prestations d'assurance-emploi. Ces gains compensent largement les coûts des activités sectorielles à l'appui du lancement de la formation¹⁶. »
 - Des sondages auprès d'employeurs offrant un programme d'alphabétisation et d'acquisition de compétences essentielles en milieu de travail du Collège Frontière ont confirmé que de 80 à 100 % des superviseurs ont constaté des améliorations dans les domaines suivants en raison du soutien individuel et en petits groupes des travailleurs :
 - Habiletés de communication, capacité de donner/recevoir des instructions.
 - Efficacité de la formation en cours d'emploi.
 - Signaler et régler des problèmes.
 - Travail d'équipe et moral.
 - Sécurité au travail.

Modèles de soutien

- Veiller à ce que les programmes actuels et futurs de subventions et de contributions appuient la prestation continue de programmes en milieu de travail dont les résultats et la rentabilité ont été prouvés. Il devrait s'agir d'une priorité clé pour le Centre des Compétences futures dirigé par EDSC.

- Accroître la disponibilité du financement et l'accès à celui-ci pour les travailleurs peu qualifiés et les employeurs qui désirent offrir des programmes d'alphabétisation et de perfectionnement des compétences de base en milieu de travail par l'entremise d'un organisme tiers.

Citations

¹ Statistique Canada, *Les compétences au Canada : Premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes* (PEICA), 2013, p. 17.

² Statistique Canada, 2013, p. 19.

³ Craig Alexander, *Literacy matters: a call for action*. Groupe financier Banque TD, 2007, <http://www.brantskillscentre.org/wp-content/uploads/2012/05/Literacy-Matters-TD.pdf>.

⁴ Scott Murray et Richard Shillington, *From poverty to prosperity: Literacy's impact on Canada's economic success, Kanata (Ontario)*, Canadian Literacy and Learning Network, p. 5, 24, 35, 2011.

⁵ Craig Alexander, 2007.

⁶ Statistique Canada, « Regards sur la société canadienne : Le lien entre les compétences et le faible revenu », 2016, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2016001/article/14322-fra.htm>.

⁷ Canadian Literacy and Learning Network, Fiche d'information : *Fact Sheet: Justice, Literacy & Essential Skills*, 2012 [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

⁸ Darren A Dewalt et coll., « Literacy and Health Outcomes : A Systematic Review of the Literature », *Journal of General Internal Medicine*, 2004, <https://doi.org/10.1111/j.1525-1497.2004.40153.x>.

⁹ Statistique Canada, 2016.

¹⁰ Canada sans pauvreté, *Just the Facts*, 2017, <http://www.cwp-csp.ca/poverty/just-the-facts/> [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT].

¹¹ Gouvernement du Canada, *Vers une stratégie de réduction de la pauvreté : document de discussion*, p. 10, 2016, <https://www.canada.ca/fr/employment-social-development/programmes/poverty-reduction/discussion-paper.html>.

¹² Murray & Shillington, p. 17, 2011.

¹³ Craig Alexander, 2007.

¹⁴ Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, 3^e RAPPORT MONDIAL SUR L'APPRENTISSAGE ET L'ÉDUCATION DES ADULTES : *L'impact de l'apprentissage et l'éducation des adultes sur la santé et le bien-être, l'emploi et le marché du travail, et la vie sociale, civique et communautaire*, p. 89, 2016.

¹⁵ Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, p. 90, 2016.

¹⁶ SRSA, UPSKILL: A Credible Test of Workplace Literacy and Essential Skills Training, p. 24, 2014.